

Le privilège climatique suisse

**Quand crise climatique et inégalités
se renforcent mutuellement**

Une analyse suisse du rapport d'Oxfam

Disaster Divide: How Climate Chaos Deepens Inequality and Enriches the Few

**solidar
suisse**



Résumé

La crise climatique n'est pas seulement une catastrophe écologique, c'est aussi une crise des inégalités. Les inondations, les sécheresses, les ouragans et la hausse des prix alimentaires frappent d'abord les populations qui contribuent le moins au dérèglement climatique et qui disposent des moyens les plus limités pour s'en protéger.

La Suisse, quant à elle, bénéficie d'un privilège climatique.

Grâce à sa prospérité, à ses infrastructures et à la capacité d'action de ses pouvoirs publics, la Suisse est mieux armée que de nombreux pays à faible revenu pour affronter les conséquences du réchauffement climatique. Elle contribue aussi de manière disproportionnée à la crise climatique par ses émissions liées à la consommation¹, par une concentration des grandes fortunes ainsi que par son rôle de place financière et de plaque tournante du négoce de matières premières. Notre pays est ainsi l'exemple parfait d'un déséquilibre mondial :

Les personnes qui ont le plus contribué à la crise climatique sont aussi les plus à même de se protéger de ses conséquences.

Le nouveau rapport d'Oxfam *Disaster Divide: How Climate Chaos Deepens Inequality and Enriches the Few* analyse la manière dont la crise climatique et les inégalités se renforcent mutuellement. Solidar Suisse contribue par des données et des analyses propres à la Suisse et les chiffres du rapport parlent d'eux-mêmes.

Les 0,1% les plus riches de la population mondiale, soit environ huit millions de personnes, sont aujourd'hui responsables de davantage d'émissions que les 44% les plus pauvres de l'humanité réunis.

Cette élite ne vit pas uniquement dans les pays du Nord, mais ce sont ces derniers qui portent l'essentiel de la responsabilité historique du réchauffement de la planète : avec environ 14 % de la population mondiale, ils ont émis la majeure partie des gaz à effet de serre accumulés à ce jour.²

L'accès aux ressources détermine en outre qui est exposé aux risques climatiques, qui peut limiter les dégâts et qui parvient à se relever après une catastrophe.

La crise climatique accentue ainsi les inégalités sociales et économiques existantes.

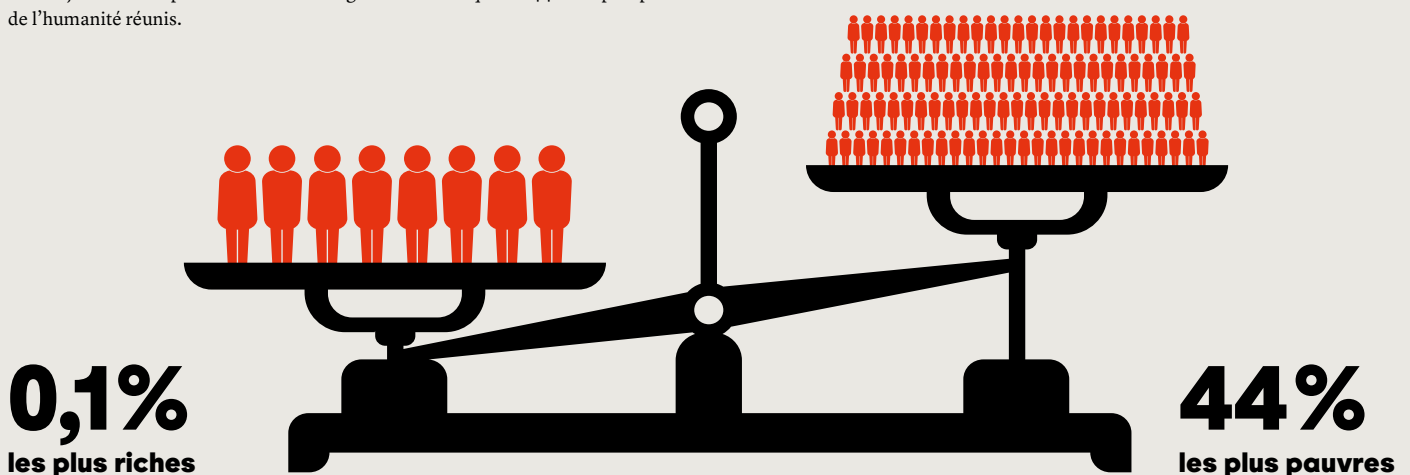
Cette dynamique ne se limite pas aux événements météorologiques extrêmes. Elle pèse de plus en plus sur le quotidien de millions de personnes. Les pertes de récoltes et les perturbations de la production liées au climat font grimper les prix des denrées alimentaires dans le monde entier. Cette hausse, souvent appelée « inflation climatique », touche particulièrement les ménages à faible revenu et creuse encore les inégalités. Parallèlement, la reconstruction, la protection contre les catastrophes ainsi que la hausse des prix des matières premières et des denrées alimentaires génèrent de nouveaux bénéfices pour certaines entreprises, investisseurs et acteurs financiers.

Ce décalage entre les personnes qui provoquent la crise et celles qui la subissent confère à la Suisse une responsabilité particulière. Siège de grandes institutions financières ainsi que de multinationales du négoce de matières premières et de produits agricoles, elle exerce une influence qui s'étend bien au-delà de ses frontières.

Pour Solidar Suisse, la conséquence est claire : celles et ceux qui provoquent la crise climatique et profitent des modèles économiques reposant sur les énergies fossiles doivent répondre des dommages et contribuer davantage aux coûts de la protection du climat, de l'adaptation au changement climatique et des pertes et préjudices.

Les pollueurs doivent payer.

Les 0,1% les plus riches de la population mondiale, soit environ huit millions de personnes, sont aujourd'hui responsables de davantage d'émissions que les 44% les plus pauvres de l'humanité réunis.



1

Les émissions des plus riches alimentent les catastrophes climatiques

Les écarts d'émissions sont considérables entre pays à fort revenu et pays à faible revenu, mais aussi au sein d'un même pays. Pour la majorité des populations, l'empreinte carbone dépend surtout des infrastructures disponibles, de l'approvisionnement énergétique, des transports publics et du niveau de revenu. Chez les milliardaires, elle est sans commune mesure. Leur consommation, mais surtout leurs investissements dans des entreprises qui émettent beaucoup de gaz à effet de serre, représentent une part démesurée des émissions mondiales.

Huit millions de personnes émettent à elles seules davantage que 3,5 milliards d'autres

- Les 0,1 % les plus riches de la population mondiale émettent davantage que les 44 % les plus pauvres.
- Les 0,1 % les plus riches émettent plus de trois fois ce que produit l'ensemble de la population d'Afrique subsaharienne.
- Les 10 % les plus riches sont responsables de près de la moitié des émissions liées à la consommation.
- La moitié la plus pauvre de la population mondiale n'est responsable que de 8,4 % de ces émissions³.

Ces chiffres tiennent compte du lieu de consommation et non du lieu de production: les émissions sont attribuées aux personnes qui consomment les biens et services, où qu'ils soient fabriqués. Cette méthode met ainsi en lumière les émissions que les pays riches engendrent par leurs importations.

Les jets privés illustrent particulièrement bien cette inégalité climatique. Utilisés par environ 250'000 personnes, ils ont émis 16 millions de tonnes de CO₂ en 2025. En moyenne, un seul vol représentait 3,7 tonnes de CO₂, soit à peu près les émissions annuelles d'une personne à l'échelle mondiale⁴.

Capital et investissements génèrent des émissions

La consommation individuelle n'explique qu'une partie du problème. Le rapport *Disaster Divide* a analysé les parts que plus de 1000 milliardaires de 59 pays détiennent dans 1095 entreprises. En 2025, les émissions liées à ces investissements ont atteint environ 486 millions de tonnes d'équivalent CO₂. Si ces milliardaires formaient un pays, il serait le 19^e émetteur mondial de gaz à effet de serre⁵.

En moyenne, les investissements de chaque milliardaire représentent quelque 486'000 tonnes d'équivalent CO₂. Par ailleurs, 71 % des investissements analysés concernent des secteurs particulièrement néfastes pour le climat, comme le pétrole, le gaz ou la chimie⁶.

Ces chiffres déplacent le regard des choix de consommation individuels vers le capital, les investissements et le pouvoir économique.

Des émissions aux décès liés au climat

En 2023, les vagues de chaleur ont causé plus de 178'000 décès dans le monde. Selon les estimations, 54 % de ces décès sont imputables au changement climatique d'origine humaine⁷.

Les 1 % les plus riches de la population mondiale sont responsables d'environ 20 % du réchauffement observé depuis 1990. Chacune de ces personnes a contribué 34 fois plus aux épisodes de chaleur extrême actuels que la moyenne de la population, et plus de 100 fois plus qu'une personne appartenant à la moitié la plus pauvre de la planète.

Les émissions d'une seule année des 1 % les plus riches causeront, à long terme, quelque 1,9 million de décès supplémentaires dus à la chaleur⁸.

2

Les effets de la crise climatique ne touchent pas toutes les personnes de la même manière

Ce n'est pas seulement son intensité qui transforme un phénomène météorologique extrême en catastrophe. L'ampleur des dégâts dépend aussi de l'endroit où vivent les personnes touchées, de leurs conditions de vie, de leurs ressources et de leur capacité à se relever des pertes subies.

Pour expliquer pourquoi des risques climatiques identiques ont des effets aussi différents, Oxfam s'appuie sur un modèle en trois volets, conçu à l'origine par la Banque mondiale et enrichi des dimensions écologiques, sociales et culturelles : l'exposition, la vulnérabilité et la résilience⁹.

Exposition

Toutes les personnes ne sont pas exposées de la même manière aux risques climatiques, comme les inondations, les chaleurs extrêmes, les sécheresses ou les feux de forêt. Les ménages à faible revenu vivent plus souvent dans des zones à haut risque et exercent plus fréquemment un métier en plein air ou directement tributaire du climat. L'état des écosystèmes joue également un rôle important : lorsque les mangroves, les forêts, les zones humides ou les récifs coralliens sont dégradés, ils ne protègent plus les populations.

Vulnérabilité

La vulnérabilité face aux effets de la crise climatique varie selon les personnes et leurs moyens de subsistance. Elle dépend de

l'état du logement, de la santé, de la sécurité ainsi que de l'accès à l'eau, à l'électricité et aux infrastructures publiques.

Après les inondations de Mumbai, les coûts de réparation et de remplacement des biens ont atteint environ quinze mois de revenu pour les familles à faible revenu, contre à peu près un mois pour les ménages plus aisés¹⁰.

Résilience

La capacité à faire face aux dommages et à s'en relever dépend elle aussi du niveau de vie. Les économies, les assurances, la protection sociale, des droits de propriété garantis par la loi et des revenus diversifiés facilitent la reconstruction.

Lorsque l'ouragan Mitch a frappé le Honduras en 1998, il a détruit 18 % de ce que possédait le cinquième le plus pauvre de la population, contre 3 % pour le cinquième le plus riche¹¹.

La crise climatique creuse par ailleurs les inégalités. Une étude menée dans 158 pays entre 1995 et 2019 établit un lien entre l'aggravation de la crise climatique et la hausse des inégalités de revenus¹².

Dans le monde, 887 millions de personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle (privées d'un accès suffisant à la santé, à l'éducation et à un niveau de vie décent) vivent dans des régions exposées à au moins un risque climatique majeur. Parmi elles, 681 millions subissent des chaleurs extrêmes, 465 millions des inondations et 207 millions des sécheresses¹³.

Un cercle vicieux se met alors en place. Les inégalités accroissent l'exposition aux risques climatiques et la vulnérabilité, tout en affaiblissant la résilience. Les dommages qui en résultent renforcent à leur tour les inégalités.

3

Inflation climatique : quand la crise climatique fait grimper les prix

Des températures moyennes plus élevées, des sécheresses, des inondations, des précipitations irrégulières et la dégradation des sols réduisent les rendements agricoles et rendent la production de plus en plus imprévisible. Dans les scénarios les plus pessimistes, les rendements mondiaux du maïs pourraient diminuer jusqu'à 24 %¹⁴. Une hausse de la température moyenne d'un degré réduit de 53 % les revenus agricoles des ménages ruraux en situation de pauvreté¹⁵.

La crise climatique dans le panier de courses

Les pertes de récoltes et les baisses de production liées à la crise climatique font grimper les prix des denrées alimentaires. D'ici 2035, le réchauffement pourrait accroître l'inflation alimentaire annuelle de 0,92 à 3,23 points de pourcentage¹⁶.

Là encore, le Nord et le Sud ne sont pas touchés de la même manière. En Suisse, l'alimentation représente en moyenne environ 9 % des dépenses de consommation des ménages, contre 59 %

au Nigeria, 54 % au Myanmar et 53 % au Bangladesh¹⁷. Au Guatemala et au Honduras, de nombreux ménages consacrent environ 65 % de leur revenu à l'alimentation, et plus d'un tiers d'entre eux jusqu'à 75 % ou davantage. Quand les prix montent, les familles n'ont d'autre choix que de sauter des repas, vendre leurs terres, leur bétail ou leurs outils, ou de rogner sur la santé et l'éducation¹⁸.

Les petit-e-s exploitant-e-s agricoles sont le plus durement touché-e-s

À l'échelle mondiale, les domaines de plus de 1000 hectares contrôlent plus de la moitié des terres agricoles, alors qu'ils ne représentent que 0,1 % de l'ensemble des exploitations¹⁹. Ces grandes exploitations disposent plus souvent de systèmes d'irrigation, de capacités de stockage, d'assurances, d'un accès au crédit et des moyens d'investir dans de nouvelles technologies. Les petit-e-s producteur-ric-e-s, en revanche, n'ont généralement pas accès à ces ressources.

4

Les inégalités aggravent les conséquences de la crise climatique

Dans les pays où les inégalités sont importantes, les catastrophes font davantage de victimes. En cas d'inondations, le nombre de décès y est sept fois plus élevé que dans les sociétés plus égalitaires²⁰.

Absence d'assurance

Les assurances peuvent contribuer à atténuer les pertes. Pourtant, les personnes les plus exposées aux risques sont souvent celles qui bénéficient de la couverture la plus faible. Dans les régions particulièrement vulnérables, les primes augmentent ou les compagnies d'assurance se retirent du marché. La protection diminue ainsi précisément là où elle est le plus nécessaire²¹.

Les discriminations se renforcent

Une analyse portant sur 130 études a montré que, dans 68 % des cas examinés, les femmes et les filles étaient davantage affectées que les hommes et les garçons par les conséquences sanitaires liées à la crise climatique²².

Par ailleurs, les violences basées sur le genre augmentent souvent pendant et après les événements météorologiques extrêmes²³.

Au cours des dix dernières années, les phénomènes météorologiques extrêmes ont contraint près de 220 millions de personnes à quitter leur foyer²⁴. D'ici 2050, jusqu'à un milliard de personnes pourraient être obligées de se déplacer en raison de la crise climatique²⁵.

Ce sont donc en grande partie les inégalités qui déterminent qui est touché par la crise climatique, à quel moment et avec quelle intensité.

5

Double dividende : tirer profit de la crise climatique

Alors que des millions de personnes perdent leur logement ou leurs revenus et sont confrontées à l'insécurité alimentaire en raison de la crise climatique, de nouveaux marchés se développent autour de la prévention des catastrophes, de l'adaptation et de la reconstruction. Le marché mondial de la reconstruction après les catastrophes devrait passer de 70 à 92 milliards de dollars américains par an d'ici 2029²⁶.

L'indice « Destroy and Rebuild » d'Oxfam recense 217 entreprises qui tirent profit soit de modèles économiques à fortes émissions de gaz à effet de serre, soit de la prévention des catastrophes, de l'adaptation et de la reconstruction. BlackRock et Vanguard, les deux plus grands gestionnaires d'actifs au monde, détiennent des participations dans 92 % de ces entreprises. Oxfam parle dès lors d'un « double dividende » : les bénéfices proviennent à la fois des activités qui alimentent la crise climatique et des marchés qui naissent de ses conséquences²⁷.

Des bénéfices tirés de la hausse des prix alimentaires

Les mauvaises récoltes liées à la crise climatique font grimper les prix des denrées alimentaires. Pourtant, ces hausses ne profitent pas aux producteur·rice·s. En 2024, des phénomènes météorologiques extrêmes ont ravagé les récoltes de cacao en Afrique de l'Ouest. Les prix ont augmenté d'environ 231 % par rapport à l'année précédente, sans que les cultivateur·rice·s de cacao en bénéficient. Dans le même temps, de fortes précipitations en Indonésie ainsi que des sécheresses au Brésil et au Vietnam ont contribué à une hausse de 38,8 % des prix du café²⁸.

La question de savoir qui profite de telles flambées de prix dépend aussi des rapports de force au sein des chaînes d'approvisionnement. En 2022, quatre entreprises, Archer Daniels Midland, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus, contrôlaient à elles seules entre 50 et 60 % du commerce mondial de céréales, d'oléagineux et de protéagineux. Cette concentration du marché permet aux grands négociants d'influencer les prix, tant pour les producteur·rice·s que pour les consommateur·rice·s²⁹. Depuis 2020, la fortune des milliardaires du secteur alimentaire a augmenté de plus de 130 milliards de dollars américains, après correction de l'inflation³⁰.

Le privilège climatique suisse : forte capacité de protection, émissions élevées, grande responsabilité

La crise climatique n'épargne pas la Suisse. Les vagues de chaleur, les périodes de sécheresse, les pénuries d'eau et les phénomènes météorologiques extrêmes nous touchent de plus en plus. Parallèlement, la Suisse dispose de nombreux moyens pour limiter les dommages et se relever après une catastrophe. Pays aux émissions élevées liées à la consommation, abritant de grandes fortunes et une place financière ainsi qu'un centre de négoce de matières premières d'importance mondiale, elle contribue de manière disproportionnée à la crise climatique.

Des inégalités d'émissions en Suisse aussi

- Les 0,1 % les plus riches émettent en moyenne 245,6 tonnes de CO₂ par personne et par an, soit 26 fois plus que la moitié la moins aisée de la population.
- Les 1 % les plus riches émettent 73,9 tonnes de CO₂ par personne et par an.
- La moyenne suisse s'élève à 13,9 tonnes de CO₂ par personne et par an.
- La moitié la moins aisée de la population émet 9,4 tonnes de CO₂ par personne et par an³¹.

Ces inégalités sont particulièrement visibles dans l'aviation privée. Alors que l'Allemagne compte près de dix fois plus d'habitant·e·s que la Suisse, le nombre de vols en jet privé au départ de la Suisse représentait, en 2025, plus de la moitié de celui enregistré en Allemagne. Par habitant·e, cela représente environ 5,5 fois plus de décollages. En seulement 33 minutes, les jets privés au départ de la Suisse émettent autant de CO₂ qu'une personne de la moitié la moins aisée de la population en une année entière³².

Exposée, mais aussi protégée

Environ 30 % de la population suisse vit dans des régions exposées à au moins un risque climatique important. Grâce à sa prospérité, à ses infrastructures, à ses systèmes d'assurance et à la capacité d'action de ses pouvoirs publics, la Suisse est toutefois bien mieux armée que de nombreux pays à faible revenu pour faire face à ces risques³³. Les conséquences économiques de la crise climatique y touchent aussi moins durement la population que dans de nombreux pays du Sud. Les ménages suisses consacrent ainsi en moyenne environ 9 % de leurs dépenses de consommation à l'alimentation, contre 41 % en moyenne dans les pays africains³⁴.

La Suisse doit assumer sa responsabilité

L'empreinte écologique de la Suisse ne se limite pas aux émissions produites sur son territoire, au contraire, elle contribue à la crise climatique au-delà de ses frontières. Les institutions financières suisses détiennent ou gèrent environ 126,9 milliards de dollars de titres émis par des entreprises actives dans le charbon, le pétrole et le gaz. La Suisse figure ainsi parmi les plus grands investisseurs mondiaux des énergies fossiles, et occupe même la première place par habitant·e. Environ 94 % de ces placements concernent des entreprises qui continuent de développer de nouvelles infrastructures fossiles. UBS joue ici un rôle central : avec quelque 71,7 milliards de dollars investis dans les énergies fossiles, la plus grande banque du pays représente à elle seule plus de la moitié des placements recensés.

Plusieurs des plus grands groupes mondiaux du négoce de matières premières et de produits agricoles ont par ailleurs leur siège en Suisse, le pays est ainsi étroitement lié à des activités qui contribuent fortement au dérèglement du climat mondial³⁵.

Cette position particulière implique une responsabilité tout aussi particulière. La Suisse dispose des ressources nécessaires pour atténuer les conséquences de la crise climatique, et elle exerce une influence directe sur des entreprises et des modèles économiques qui y contribuent largement. Il lui revient donc non seulement de réduire fortement ses propres émissions, mais aussi de mieux encadrer les acteur·rice·s qui contribuent de façon disproportionnée à la crise ou tirent profit de modèles économiques fondés sur les énergies fossiles.

6

Les pollueurs doivent payer : les responsables de la crise ont des comptes à rendre

La crise climatique et l'inégale répartition de ses conséquences ne relèvent pas d'une fatalité : elles découlent de décisions politiques et économiques.

Aujourd'hui encore, une grande partie des coûts est supportée par la collectivité et par des personnes qui ont peu contribué à la crise, alors que les principaux responsables (entreprises à fortes émissions, grands acteurs financiers, pays riches et personnes fortunées) disposent des ressources nécessaires pour mieux se protéger des effets du dérèglement climatique. Ce déséquilibre doit être corrigé.

La Suisse doit utiliser son influence

La Suisse dispose de leviers pour amener les principaux responsables de la crise climatique à assumer leur part du fardeau. Pays qui abrite d'importantes fortunes, des institutions financières actives à l'échelle internationale et des entreprises majeures du négoce de matières premières et de produits agricoles, elle peut faire en sorte que ces acteur·rice·s répondent des dommages qu'ils et elles causent.

Solidar Suisse demande donc au Conseil fédéral d'appliquer de manière cohérente le principe du pollueur-payeur. Celles et ceux qui contribuent de manière disproportionnée à la crise ou qui en tirent profit doivent prendre en charge une part plus importante des coûts.

Nos revendications

Contraindre les principaux responsables à prendre en charge les coûts de la crise

Les acteur·rice·s qui contribuent de manière disproportionnée à la crise climatique ou qui tirent profit de modèles économiques à fortes émissions de gaz à effet de serre doivent assumer une part plus importante du financement de la protection du climat, de l'adaptation et de la réparation des pertes et préjudices.

Affecter les ressources là où la crise climatique frappe le plus durement

Les personnes et les communautés les plus touchées doivent être mieux protégées et soutenues. Cela passe par des mesures d'adaptation, la prise en charge des pertes et préjudices et une coopération internationale solide.

Mettre fin aux modèles économiques fondés sur les énergies fossiles et particulièrement nuisibles au climat

Les profits issus des énergies fossiles, les investissements néfastes pour le climat, les bénéfices tirés des crises et les autres modèles économiques qui alimentent le dérèglement climatique ou en profitent ne doivent plus être encouragés³⁶.

Concrètement, cela signifie :

- Taxer davantage les grandes fortunes ainsi que les bénéfices des entreprises installées en Suisse dans les secteurs du pétrole, du gaz et des matières premières, et promouvoir l'adoption de règles au niveau international.
- Affecter ces recettes fiscales à la protection du climat, à l'adaptation ainsi qu'à la réparation des pertes et préjudices subis dans les pays du Sud.
- Renforcer la coopération internationale en matière de climat et de développement, afin que les personnes et les communautés qui ont le moins contribué à la crise soient mieux armées pour en affronter les conséquences.

Les pollueurs doivent payer.

Les populations du Sud n'ont pas à payer le prix d'une crise qu'elles n'ont pas provoquée. Celles et ceux qui alimentent la crise climatique et en tirent profit doivent assumer une part plus importante des coûts qu'elle engendre.

Sources et références

1. Les émissions liées à la consommation correspondent à l'ensemble des gaz à effet de serre émis tout au long de la chaîne d'approvisionnement, de la production au transport des biens et des services que nous consommons.
2. J. Hickel (2020), *Quantifying National Responsibility for Climate Breakdown: An Equality-Based Attribution Approach for Carbon Dioxide Emissions in Excess of the Planetary Boundary*, The Lancet Planetary Health 4(9), e399-e404. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(20\)30196-0](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(20)30196-0)
3. Oxfam International (2026), *Disaster Divide Methodology Note*, Section 2; cf. L. Chancel (2022), *Global Carbon Inequality over 1990-2019*, Nature Sustainability 5, 931-938. <https://doi.org/10.1038/s41893-022-00955-z>
4. Oxfam International (2026), *Disaster Divide Methodology Note*, Section 1; cf. S. Gössling et A. Humpe (2020), *The Global Scale, Distribution and Growth of Aviation: Implications for Climate Change*, Global Environmental Change 65, 102194. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2020.102194>
5. Oxfam International (2026), *Disaster Divide Methodology Note*, Stats 3.1-3.2. Les émissions liées aux investissements sont imputées en proportion de la part de capital détenue, sur la base des émissions des scopes 1 et 2.
6. Oxfam International (2026), *Disaster Divide Methodology Note*, Stats 3.3-3.4; S&P Global (2025), Trucost Environmental Data: Methodology.
7. S. Hundessa et al. (2025), *Global Excess Deaths Associated with Heatwaves in 2023 and the Contribution of Human-Induced Climate Change*, The Innovation 6(10), 101110.
8. Oxfam International (2026), *Disaster Divide Methodology Note*, section 6 et Stat 2.5; S. Schöngart et al. (2025), *High-Income Groups Disproportionately Contribute to Climate Extremes Worldwide*, Nature Climate Change 15, 627-633. <https://doi.org/10.1038/s41558-025-02325-x>
9. M. Bangalore et al. (2017), *Unbreakable: Building the Resilience of the Poor in the Face of Natural Disasters*, World Bank. Oxfam complète le modèle par des dimensions écologiques, sociales et culturelles.
10. A. Patankar (2019), *Impacts of Natural Disasters on Households and Small Businesses in India*, ADB Economics Working Paper 603.
11. B.L. Hoffmann (2021), *How Climate Change Worsens Poverty and Inequality*, Inter-American Development Bank.
12. S. Cevik et J.T. Jalles (2023), *For Whom the Bell Tolls: Climate Change and Income Inequality*, Energy Policy 174, 113475. <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2023.113475>
13. UNDP et OPHI (2025), *2025 Global Multidimensional Poverty Index: Overlapping Hardships - Poverty and Climate Hazards*.
14. A. Hultgren et al. (2025), *Impacts of Climate Change on Global Agriculture Accounting for Adaptation*, Nature 642, 644-652. <https://doi.org/10.1038/s41586-025-09085-w>
15. FAO (2024), *The Unjust Climate: Measuring the Impacts of Climate Change on Rural Poor, Women and Youth*.
16. M. Kotz et al. (2024), *Global Warming and Heat Extremes to Enhance Inflationary Pressures*, Communications Earth & Environment 5, 116. <https://doi.org/10.1038/s43247-023-01173-x>
17. USDA Economic Research Service, *aufbereitet von Our World in Data, Share of Consumer Expenditure Spent on Food*. <https://ourworldindata.org/grapher/share-of-consumer-expenditure-spent-on-food>
18. Oxfam et Acción contra el Hambre (2026), *Sin Cosechas, Ni Protección Social: Evaluación de Seguridad Alimentaria y Cobertura de Programas de Protección Social en Guatemala y Honduras*.
19. FAO, International Land Coalition et CIRAD (2026), *The Status of Land Tenure and Governance*.
20. S. Lindersson et al. (2023), *The Wider the Gap between Rich and Poor the Higher the Flood Mortality*, Nature Sustainability 6, 995-1005. <https://doi.org/10.1038/s41893-023-01107-7>
21. A.C. Vogt-Schilb et A. Bagolle (2024), *A Storm Blows in Inequality*; D. Richardson et al. (2024), *Premium Price: The Impact of Climate Change on Insurance Costs*.
22. D. Dunne (2020), *Mapped: How Climate Change Disproportionately Affects Women's Health*, Carbon Brief.
23. K.R. van Daalen et al. (2022), *Extreme Events and Gender-Based Violence*, The Lancet Planetary Health 6(6), e504-e523. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(22\)00088-2](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(22)00088-2)
24. UNHCR (2025), *No Escape II - The Way Forward*.
25. International Organization for Migration (2015), *IOM Outlook on Migration, Environment and Climate Change*; IOM (2024), *Environmental Migration*.
26. P. Sisson (2024), *Natural Disasters Are Making a Mess of America. Private Equity Wants the Cleanup Cash*, Sherwood News; cf. Bloomberg Prepare and Repair Index.
27. Oxfam International (2026), *Disaster Divide Methodology Note*, section 4, Double Dividend. Oxfam croise les données des entreprises cotées en bourse répertoriées dans la Carbon Majors Database avec le Bloomberg Prepare and Repair Index.
28. I. Lahiri (2024), *Cocoa Prices Rise to Fresh Records*, Euronews; FAO (2025), *Adverse Climatic Conditions Drive Coffee Prices to Highest Level in Years*.
29. A. Wion et al. (2024), *The Role of Commodity Traders in Shaping Agricultural Markets*, European Parliament.
30. Oxfam International (2026), *Disaster Divide Methodology Note*, Stat 6.1.
31. Oxfam International (2026), *National Stats for Disaster Divide*, section «Switzerland - Emissions inequality (2022)». Analyse d'Oxfam à partir de données du Stockholm Environment Institute.
32. Oxfam International (2026), *National Stats for Disaster Divide*, section «Switzerland - Private jets (01 Jan 2025-31 Dec 2025)» et «Germany - Private jets (01 Jan 2025-31 Dec 2025)». Analyse d'Oxfam à partir de données du Private Jet Emissions Tracker, Institute for Policy Studies / Private Jet Accountability Project. Les comparaisons par habitant-e reposent sur les nombres de départs et les chiffres de population indiqués dans le document.
33. Oxfam International (2026), *National Stats for Disaster Divide*, section «Switzerland - Climate hazard exposure and vulnerability (2024)». Analyse d'Oxfam à partir de données de World Bank Data 360, Atlas of Global Development.
34. Oxfam International (2026), *National Stats for Disaster Divide*, sections «Switzerland - Food as share of consumer expenditure» et «Africa - Food as share of consumer expenditure». Analyse d'Oxfam à partir de données de l'USDA Economic Research Service, traitées par Our World in Data.
35. Pour la place de négoce de matières premières : Conseil fédéral suisse (2021), *État de la mise en œuvre des recommandations du rapport « Secteur suisse des matières premières : état des lieux et perspectives »*. Pour le secteur financier et les investissements de 126,9 milliards de dollars dans des entreprises de l'industrie du charbon, du pétrole et du gaz : BreakFree Suisse (2026), *Investing in Climate Chaos: Switzerland*, https://breakfreesuisse.org/wp-content/uploads/2026/09/Investing-in-Climate-Chaos-Switzerland_ENG.pdf.
36. Oxfam International (2026), *Disaster Divide: How Climate Chaos Deepens Inequality and Enriches the Few*, section 5, recommandations politiques. Les revendications ont été condensées par Solidar Suisse pour le contexte suisse.